

COMMENT FAIRE FACE DANS LA NOUVELLE SITUATION ?

Quelle est la situation ?

1) Le mouvement des Gilets Jaunes ouvre à une série de questionnement car il affirme et pratique qu'il est possible d'exister et d'agir directement sur l'Etat tout en étant hors des partis, sans représentation. Cela vient ébranler le cadre politique traditionnel des élections, imposé et présenté comme seul valable mais dont chacun sait maintenant qu'une fois choisis, les représentants élus font et votent des lois contre la population, dans le mépris complet.

Au contraire, le mouvement des GJ a affirmé que contre le mépris et le cynisme de l'Etat les gens existent, sont là, sont capables de créer de la solidarité et qu'ils comptent en tant qu'habitants du pays, à part entière. Des milliers de gens sont sortis pour dire tout cela en refusant les pièges et l'infantilisation de la représentation.

2) Du côté de l'Etat, face à de telles affirmations il n'y a que la violence brute, la police utilisée comme force de guerre contre le mouvement des GJ, des violences policières massives jamais vues en France depuis la guerre d'Algérie. Les violences étatiques contre la population sont bien réelles et multiples : celles de la police bien sûr pendant et hors manifestations, et aussi les violences quotidiennes exercées au travers des lois et mesures prises contre tout ce qui prend en compte et facilite la vie des gens (*école, santé, logement, droits au travail, droits des chômeurs, retraites...*) ; violence aussi par les discours tenus contre une grande partie de la population.

Si le rapport de l'Etat aux gens est clair (antagonisme et violence), ce qui l'est moins c'est le rapport possible des gens à cet Etat complètement séparé d'eux. C'est de cette difficulté bien réelle dont nous voulons parler ici.

Faire face

Dans cette situation nouvelle se pose la question de pouvoir faire face dans la durée, pour ne pas lâcher sur la volonté d'être comptés, tout en continuant à porter des points qui parlent pour le plus grand nombre et pour le bien public.

Faire face à un Etat qui ne se pense aucunement concerné par ce qui arrive réellement aux gens et qui est farouchement opposé à reconnaître une quelconque légitimité à ce que disent et affirment des habitants du pays, n'est pas une tâche facile car tout y est nouveau et à inventer.

Dans cette situation il y a la tentation des « vieilles recettes » qui n'ont aujourd'hui pas d'autres effets que d'épuiser et rendre défaitistes ceux qui les pratiquent :

1. Il y a ce qu'on peut appeler la tentation de la co-gestion avec l'état et les institutions diverses. Par exemple, sur les questions de la santé et de la mise en pièces de l'Hôpital, on voit souvent les gens qui y travaillent acculés à donner des chiffres, à dire « *il faut telle somme d'argent et non celle proposée par les dirigeants* », à se retrouver obligés de se justifier financièrement sur telle revendication, sur telle nécessaire embauche de personnel etc... Mais comme certains commencent à le dire : « ***arrêtons de parler de l'hôpital, parlons des malades et des soignants !*** ».

On retrouve la même chose sur la question de l'école et de l'éducation des jeunes.

On voit bien que face à un tel Etat parler de gestion n'est plus opérant, et que les grèves, justifiées, ne sont plus efficaces car dans cette logique on en est encore à chercher une bonne loi, un bon gouvernement, une bonne gestion sans avoir aucune puissance réelle. Reste alors le rêve de la « convergence », mais qu'est-ce qui va unifier des situations aussi différentes ?

L'espoir de gagner les prochaines élections auxquelles plus grand monde ne croit ?
De plus, l'unité contre un ennemi commun n'est qu'une unité de circonstances, qui reste porteuse de profondes divisions.

2. Il y a l'autre versant, celui qui se dit radical, celui de l'antagonisme avec l'Etat. Mais en quoi la prise de l'Etat par d'autres personnes ou son hypothétique destruction règle quoi que ce soit ? Ce n'est pas un hasard si tous les derniers grands mouvements populaires se sont tous arrêtés sur ce point : après avoir chassé les corrompus, les tyrans, les gens savent bien que prendre l'Etat ne fera que recommencer l'oppression et la domination, exercées par d'autres certes, mais toujours sur les mêmes, et de cela ils n'en veulent pas, ils ne veulent pas que leur mouvement serve à ça.
Si on ne cherche pas le pouvoir d'Etat et les places, qui obligatoirement amènent à la corruption, il faut alors chercher et avancer autrement.

**Trouver un nouveau rapport possible à l'Etat ne peut se faire
que si on part de ce qui arrive aux gens et de ce que chacun pense, décide, fait.**

Ce qui est radical aujourd'hui, même si ça ne résonne pas comme pourrait le faire un grand appel à l'insurrection, c'est bien le point suivant : comment mettre au cœur de toute bataille la capacité des gens à penser, dire et faire ? Comment faire en sorte que les choses soient faites en intériorité, c'est à dire à partir des pensées et des volontés de chacun, et cela du point d'un « pour tous » ? Comment partir, dans chaque bataille, dans chaque processus ouvert en commun, de points qui prennent en compte la vie des gens ? C'est de là que vient la capacité à transformer les situations.

Dans les batailles sur ce qu'on appelle le service public (école, santé...) il s'agit de créer de nouvelles alliances entre gens différents (enseignants/parents/habitants de quartier ; personnel soignant/ malades et leurs familles/ habitants de la ville ...) cela afin de faire de ces questions non des questions de spécialistes mais **des points de principes qui peuvent être repris par tous ceux qui le décident.**

Un exemple : des gens différents ont travaillé à écrire un « *Livre Blanc pour la jeunesse* », pour dire que les jeunes ne sont pas un danger, mais que, pour une grande partie d'entre eux, ils sont en danger. Ce Livre Blanc ne dit pas les moyens financiers qu'il faut pour agir, mais il dit le rapport d'un certain nombre d'adultes aux jeunes, il dit l'abandon de ces jeunes par les institutions (*état, mairie, conseil départemental...*) et il dit la volonté des adultes de ne pas abandonner ces jeunes. Il dit donc des principes et des possibles.

C'est dans des démarches de cet ordre que l'on peut travailler à partir de ce qui arrive aux gens, de leur vie, car en dernier ressort c'est cela qui est important et non la vie de l'Etat !

Quand le cœur de toute action et de toute pensée se déplace de ce côté-là, la question du rapport à l'Etat peut devenir plus simple et essentielle : **il s'agit d'être en capacité de le contraindre à prendre en compte la vie des gens, de tous les gens, et non de discourir avec lui des budgets ou de l'anti-capitalisme.**

Contraindre l'Etat fait partie des choses possibles aujourd'hui si c'est à cela que l'on consacre nos pensées et notre énergie. Cela demande de partir des gens, du réel des situations. Il faut alors enquêter, aller y voir, se lier, créer des alliances jusqu'alors impensables.

Jean-Louis
Septembre 2019